Published on *childcarecanada.org* (https://childcarecanada.org)

Services de garde privés: concurrence déloyale [1]

Author: Chabot, Louise
Source: Huffington Post Quebec
Format: Article
Publication Date: 24 Apr 2016

AVAILABILITY
Read online [2]

EXCERPTS

Les services de garde au Québec : champ libre au privé est le titre de la dernière étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) sur les services de garde au Québec et il est assez révélateur. La stratégie qui y est décrite pour laisser toute la place aux garderies commerciales privées est l'élimination des services de garde publics du portrait.

Éliminer la concurrence

Quelle est la meilleure façon de s'assurer une part importante d'un marché donné? Éliminer la concurrence est une méthode éprouvée. Prenons le cas d'Uber : en ne jouant pas le jeu avec les mêmes règles que l'industrie du taxi et en offrant artificiellement des prix concurrentiels et une rémunération alléchante à ses chauffeurs, le transporteur s'assure d'affamer ses concurrents.

Une fois la concurrence affaiblie ou complètement disparue, le champ est libre pour augmenter ses prix, baisser radicalement la rémunération des chauffeurs et encaisser de juteux profits.

Et pour les services de garde privés?

L'étude de l'IRIS explique comment le gouvernement libéral a créé de toutes pièces le «marché» des garderies commerciales privées en subventionnant les parents et en mettant des bâtons dans les roues des services de garde éducatifs à la petite enfance publics. On parle ici d'une augmentation de 1 042 % des places en garderie commerciale privée en à peine 10 ans!

Deux poids, deux mesures

Les règles ne sont tout simplement pas les mêmes pour qui veut ouvrir une garderie commerciale : son personnel est moins bien payé que dans le secteur public, elle n'est pas soumise à des inspections surprises et n'a pas à suivre les règles en matière de programme éducatif ni de guide nutritionnel. Les garderies commerciales privées peuvent (et ne se gênent pas pour le faire) demander une myriade de frais en extra.

Pendant ce temps, le gouvernement impose de nouvelles compressions budgétaires et une nouvelle réglementation plus que restrictive aux centres de la petite enfance (CPE), en plus de ne pas permettre la création de nouvelles places subventionnées tant en milieu familial qu'en installation. Le jeu est truqué et c'est l'arbitre qui orchestre la tricherie.

Le coût caché du privé

On entend souvent les gens justifier ce recours au privé en disant que c'est «parce qu'il manque de place en CPE de toute façon». Eh bien, c'est justement la prolifération des places au privé qui empêche la création de nouvelles places dans le réseau public! Dans un mémoire que la CSQ a déposé lors des consultations prébudgétaires, nous l'expliquons assez bien :

Le [ministère des Finances du Québec] MFQ estime que le Québec investit 2,4 milliards de dollars pour les 220 000 places en service de garde à contribution réduite (en 2014). Cela représente un investissement annuel de 10,9 M$ par 1 000 places. En 2014, la part du crédit d'impôt pour les services de garde à la petite enfance représente environ 450 M$ sur les 589 M$ qu'a couté le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants (le reste pour les pensionnats, les camps de jour, etc.). Ces 450 M$ permettraient donc la création d'environ 41 000 places à contribution réduite (450 ÷ 10,9 X 1 000 = 41 284).

Mettons fin à la mascarade

Quelle est la qualité des services que nous désirons offrir collectivement à nos tout-petits? Quand nous avons mis en place le réseau public de services de garde en 1997, c'était pour favoriser le développement de nos enfants. On se rend compte depuis que tout cela contribue grandement au dépistage précoce des difficultés d'apprentissage.

Dans le modèle que le gouvernement Couillard est en train d'implanter, de plus en plus d'enfants évoluent dans des services commerciaux où, bien souvent, la vision mercantile des propriétaires prime sur la qualité des services offerts. Le but de l'entreprise privée, ce n'est pas de

favoriser l'égalité des chances de réussite à l'école plus tard. Le but d'une garderie commerciale privée, c'est d'être rentable.

On veut plus que ça pour nos enfants, non? L'explosion des places en garderie commerciale privée doit cesser. Le ministère de la Famille doit colmater la fuite et imposer un moratoire. Si l'éducation et l'avenir des générations futures lui tiennent réellement à cœur, le gouvernement Couillard doit également annuler rapidement les compressions imposées aux CPE et rétablir les tarifs réduits universels pour les services de garde.

EXCERPTS in English

Quebec child care: field open to private is the title of the latest study by the Institute for Research and socio-economic information (IRIS) on childcare services in Quebec and it is quite revealing. The strategy is described to leave it up to private commercial centers is the elimination of public childcare portrait.

Eliminate competition

What is the best way to ensure a significant share of a given market? Eliminating competition is a proven method. Take the case of Uber: by not playing the game with the same rules as the taxi industry and artificially offering competitive prices and an attractive remuneration to its drivers, the carrier ensures starve competitors.

Once the weakened or completely disappeared competition, the field is free to raise prices, slashing compensation for drivers and collect juicy profits.

And for private care?

The study of IRIS explains how the Liberal government created out of the "market" of private commercial centers by subsidizing parents and putting spokes in the wheels of educational childcare services to the public early childhood. We are talking about an increase of 1042% of private commercial child care spaces in just 10 years!

Two weights, two measures

The rules just are not the same for who wants to open a daycare business: its staff are paid less than in the public sector, it is not subject to surprise inspections and failed to follow the rules educational program or nutritional guide. Private commercial centers can (and are not shy to do) ask a myriad of extra charges.

Meanwhile, the government imposes new cuts and new regulations more restrictive than in early childhood centers (CPE), in addition to not allow the creation of new subsidized spaces as in families that installation. The game is rigged and it's the referee who orchestrates cheating.

The hidden cost of private

We often hear people justify this use of private as saying it is "because it lacks place CPE anyway." Well, it is precisely the proliferation of private spaces which prevents the creation of new spaces in the public network! In a brief filed CSQ during pre-budget consultations, we explain quite well:

The [Ministry of Finance of Québec] MFQ believes that Quebec is investing $ 2.4 billion for 220,000 places in reduced contribution childcare services (in 2014). This represents an annual investment of $ 10.9 million by 1000 places. In 2014, the share of the tax credit for early childhood care is about $ 450 million on $ 589 million has costed the tax credit for child care expenses (for the rest schools, day camps, etc.). The $ 450 million would thus allow the creation of about 41 000 places at the reduced contribution (450 ÷ 000 = 10.9 X 1 41 284).

Let's end the charade

What is the quality of services we want collectively offer our toddlers? When we set up the public network in 1997 childcare, it was to promote the development of our children. We realize that since all this contributes greatly to the early detection of learning difficulties.

In the model that Couillard government is to implement, more and more children are moving in commercial services which, quite often, the mercantile vision of the owners over quality of services offered. The purpose of the private company, it is not to promote equal opportunities for success in school later. The purpose of a private commercial nursery is to be profitable.

We want more than that to our children, right? The explosion of places in private commercial centers must stop. The Family Ministry should leak and a moratorium. If education and the future of generations really close to her heart, the government also Couillard quickly cancel cuts to CPE and restore universal discounted rates for child care.

-reprinted from Huffington Post Quebec

Region: Quebec [3]
Tags: spaces [4]
for-profit [5]

Source URL (modified on 27 Jan 2022): https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/16/05/services-de-garde-priv%C3%A9s-concurrence-d%C3%A9loyale

Links
[1] https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/16/05/services-de-garde-priv%C3%A9s-concurrence-d%C3%A9loyale [2] https://quebec.huffingtonpost.ca/louise-chabot/garderies-privees-services-gardes-cpe-privatisation_b_9751500.html [3] https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855 [4] https://childcarecanada.org/category/tags/spaces [5] https://childcarecanada.org/category/tags/profit